|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nations Unies | ECE/MP.PP/WG.1/2016/7 |
| _unlogo | **Conseil économique et social** | Distr. générale1er avril 2016FrançaisOriginal : anglais |

**Commission économique pour l’Europe**

Réunion des Parties à la Convention sur l’accès
à l’information, la participation du public
au processus décisionnel et l’accès à la justice
en matière d’environnement

**Groupe de travail des Parties**

**Vingtième réunion**

Genève, 15-17 juin 2016

Point 8 a) de l’ordre du jour provisoire

**Préparatifs de la sixième session de la Réunion
des Parties : futur programme de travail**

 Projet d’éléments du programme de travail pour 2018-2021

 Document établi par le Bureau

|  |
| --- |
| *Résumé* |
| À sa cinquième session (Maastricht (Pays-Bas), 30 juin et 1er juillet 2014), la Réunion des Parties à la Convention sur l’accès à l’information, la participation du public au processus décisionnel et l’accès à la justice en matière d’environnement a prié le secrétariat d’établir un projet de programme de travail pour la période intersessions qui suivra la sixième session de la Réunion des Parties, avec une ventilation détaillée des prévisions de dépenses, en vue de leur examen et de leur mise au point plus poussée par le Bureau et le Groupe de travail des Parties (ECE/MP.PP/2014/Add.1 et Corr.1, décision V/6, par. 9)[[1]](#footnote-2). Le Bureau a également été prié de fournir, avec l’aide du secrétariat, une estimation des coûts opérationnels nécessaires au bon fonctionnement de la Convention, qui devrait clairement se différencier du coût d’autres activités subordonnées à la disponibilité des ressources (ibid., décision V/7, par. 10)1. |
| Conformément à ces décisions, le présent document, qui a été établi par le Bureau avec le concours du secrétariat, comporte trois tableaux : un projet de programme de travail pour 2018-2021 (annexe I), un exemple de la répartition possible des différentes réunions prévues au titre de la Convention pour la période 2018-2021 (annexe II) et les coûts estimatifs des activités prévues dans les domaines d’activité du programme de travail pour 2018-2021 (annexe III). |
| Des consultations ouvertes des centres de liaison nationaux et des parties prenantes sur le projet de document pourront se tenir avant et après la vingtième réunion du Groupe de travail. Le Bureau devrait ensuite réviser le projet de document à la lumière des observations reçues et le soumettre au Groupe de travail, à sa vingt et unième réunion, pour que celui‑ci l’examine et l’approuve en vue de sa présentation ultérieure à la Réunion des Parties pour examen à sa sixième session. |
|  |

 Introduction

1. À sa cinquième session (Maastricht (Pays-Bas), 30 juin et 1er juillet 2014), la Réunion des Parties à la Convention sur l’accès à l’information, la participation du public au processus décisionnel et l’accès à la justice en matière d’environnement (Convention d’Aarhus) a prié le secrétariat d’établir un projet de programme de travail pour la période intersessions qui suivra la sixième session de la Réunion des Parties, avec une ventilation détaillée des prévisions de dépenses, en vue de leur examen et de leur mise au point plus poussée par le Bureau et le Groupe de travail des Parties (ECE/MP.PP/2014/2/Add.1 et Corr. 1, décision V/6, par. 9)[[2]](#footnote-3). La Réunion des Parties a également prié le Bureau, de fournir, avec l’aide du secrétariat, une estimation des coûts opérationnels nécessaires au bon fonctionnement de la Convention, qui devrait clairement se différencier du coût d’autres activités subordonnées à la disponibilité des ressources (ibid., décision V/7, par. 10).
2. Comme suite à ces demandes, le présent document contient un projet de programme de travail pour 2018-2021 (annexe I), un exemple de la répartition possible des différentes réunions prévues au titre de la Convention pour la période 2018-2021 (annexe II) et une estimation des coûts pour les domaines d’activité énumérés dans le programme de travail pour 2018-2021 (annexe III). Ce document a été établi par le Bureau, avec le concours du secrétariat, sur la base de la décision V/6 qui indique les coûts des activités proposées dans le programme de travail pour 2015-2017. Les coûts figurant à l’annexe III ont été révisés et répartis entre coûts « opérationnels » et « autres » coûts pour chaque domaine d’activité. Les coûts opérationnels, par opposition aux autres coûts, correspondent aux ressources minimales à prévoir pour que les tâches prescrites dans les différents domaines d’activité soient effectivement accomplies d’une manière équilibrée. La même approche a été utilisée par les Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants pour le programme de travail en cours du Protocole qui établit une distinction entre coûts « de base » et coûts « supplémentaires » (voir ECE/MP.PRTR/2014/4/Add.1, décision II/3, annexe)[[3]](#footnote-4). Le premier projet de document (voir ECE/MP.PP/WG.1/2015/7)[[4]](#footnote-5) où il était suggéré de différencier les coûts « opérationnels » et les « autres coûts » avait déjà été soumis au Groupe de travail des Parties à la Convention à sa dix‑neuvième session (Genève, 17‑19 juin 2015).
3. Le projet de programme de travail et les informations qui l’accompagnent ont été établis sur la base des notes d’information soumises par les présidents des équipes spéciales, du Comité d’examen du respect des dispositions et de la séance thématique sur la promotion des principes de la Convention dans les instances internationales. Il tient également compte de la proposition faite par l’Union européenne et ses États membres d’étendre à quatre ans la durée de la période intersessions et d’inclure un débat thématique sur différentes questions de fond à chacune des réunions du Groupe de travail des Parties. Les résultats des travaux des équipes spéciales et de ceux menés dans le cadre du domaine d’activité portant sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) offriront une base de discussion lors des séances thématiques. On prévoit que le Groupe de travail centrera ses débats sur les questions (stratégie, politiques, etc.) qui requièrent une attention particulière de la part des centres de liaison de la Convention. En outre, il est suggéré que le Groupe de travail, qui a notamment pour mandat de superviser les progrès accomplis dans l’exécution des programmes de travail de la Convention[[5]](#footnote-6), ait la possibilité, à chacune de ses réunions, d’être saisi de rapports plus détaillés sur l’application des décisions adoptées par la Réunion des Parties en ce qui concerne le respect des dispositions.
4. Grâce à la structure de travail diversifiée mise en place au titre de la Convention (à savoir les trois équipes spéciales portant sur les trois piliers de la Convention, le Comité d’examen du respect des dispositions qui se réunit tous les trois mois, le secrétariat qui assure un appui consultatif constant, ainsi que les nombreux partenaires avec lesquels une coopération s’est instaurée), la prolongation de la période intersessions, allant de pair avec les débats thématiques annuels sur les politiques et l’examen approfondi des progrès accomplis dans l’exécution des activités relatives au respect des dispositions auxquels procédera le Groupe de travail, ne devrait pas avoir d’incidence négative sur les travaux au titre de la Convention. L’extension de la période intersessions permettrait, au contraire, de consacrer davantage de temps à la préparation technique des différentes réunions, auxquelles les Parties seraient aussi plus à même de participer. En moyenne, une réunion d’un organe subsidiaire ou une activité de renforcement des capacités au titre de la Convention se tiendra encore chaque mois.

Annexe I

 Projet de programme de travail pour 2018‑2021

| *Domaine d’activité* | *Objectifs et réalisations escomptées* | *Pays, organe ou organisme chef de file* | *Méthode de travail* | *Moyenne des dépenses annuelles Total partiel (dollars É.-U.)*a |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| **Questions de fond** |  |  |  |  |
| I.Accès à l’information, y compris outils d’information électroniques | Les activités seront exécutées conformément à la décision VI/… relative à l’accès à l’information. Les questions de fond auxquelles il conviendra d’accorder une priorité particulière sont les suivantes :a) Accès du public à différents types d’informations environnementales et plus particulièrement : i) Accès à l’information sur les produits en rapport avec l’environnement ; ii) Accès à l’information sur les émissions dans l’environnement ; iii) Accès à l’information dans les procédures décisionnelles en matière d’environnement ;b) Diffusion active de l’information en matière d’environnement, l’accent étant mis sur : i) L’actualisation des recommandations formulées dans la décision II/3, en tenant compte des évolutions concernant le Système de partage d’informations sur l’environnement, la gestion de l’information géospatiale, les données d’observation de la Terre, l’administration en ligne, les données publiques en libre accès, la réutilisation des informations du secteur public et d’autres initiatives pertinentes dans la région, ainsi que des évolutions récentes des technologies ; ii) La diffusion active auprès du public de toutes les informations nécessaires en cas de menace imminente pour la santé et l’environnement ; iii) L’utilisation des technologies modernes pour la compilation, l’échange et l’utilisation des données et informations sur l’environnement par le public ;c) Application de restrictions à l’accès aux informations sur l’environnement conformément aux dispositions de la Convention ;d) Protection efficace des lanceurs d’alerte en matière d’environnement ;e) Perfectionnement et enrichissement du Mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus pour la démocratie environnementale et du portail PRTR.net. | Équipe spéciale de l’accès à l’information Session thématique lors des réunions du Groupe de travail des PartiesSecrétariat, qui fera appel si nécessaire à du personnel d’appui technique | Réunions de l’Équipe spéciale et ateliers ; enquête(s) ; participation à d’autres initiatives régionales pertinentes s’il y a lieu, par la définition d’approches s’appuyant sur des partenariats par secteur ; projets pilotes et activités de renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et national, en principe financés par les partenaires.Gestion centrale du Mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus et promotion par le biais des réseaux sociaux en ligne ; fourniture de conseils et activités de coordination à l’intention des antennes nationales et des points d’information du Mécanisme d’échange d’informations ; échange d’informations et promotion des outils électroniques à la faveur de la tenue à jour des bases de données en ligne sur la jurisprudence et les rapports nationaux d’exécution, ainsi que de la publication en ligne des études de cas sur : a) la participation du public au niveau national ; b) la participation du public aux travaux des instances internationales. |  |
| II.Participation du public | Les activités seront exécutées conformément à la décision VI/… relative à la participation du public au processus décisionnel. L’accent sera mis sur les principaux obstacles à une participation effective du public au processus décisionnel au sens des articles 6, 7 et 8 de la Convention, notamment les aspects suivants :a) Véritable participation du public le plus tôt possible, lorsque toutes les options sont encore ouvertes ; b) Disponibilité pour le public de tous les documents pertinents ; c) Moyens efficaces de notification et délais suffisants pour la participation du public au cours de la prise de décisions ; d) Participation des groupes vulnérables et marginalisés ; e) Meilleure prise en compte des observations du public dans la décision finale, et retour d’information sur cette prise en compte. Les futurs débats thématiques seront centrés sur les sujets auxquels l’Équipe spéciale ne se sera pas attaquée pendant la période intersessions 2015‑2017 : processus décisionnel relatif au secteur des industries extractives ; produits chimiques ; nouvelles technologies (par exemple les nanotechnologies) et processus décisionnel relatif aux produits. L’Équipe spéciale continuera également d’examiner la question de la participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques et à suivre l’application des Recommandations de Maastricht sur les moyens de promouvoir la participation effective du public au processus décisionnel en matière d’environnement*b*. | Équipe spéciale de la participation du public au processus décisionnelSession thématique lors des réunions du Groupe de travail des PartiesSecrétariat, qui fera appel si nécessaire à des services d’experts | Réunions de l’Équipe spéciale ; ateliers ; collecte d’études de cas ; étude des synergies et des possibilités de coopération avec les organes concernés créés en vertu d’autres accords multilatéraux sur l’environnement et les organisations partenaires.Participation à d’autres initiatives régionales pertinentes en tant que de besoin ; projets pilotes et activités de renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et national, en principe financés par les partenaires. |  |
| III.Accès à la justice | Les activités seront exécutées conformément à la décision VI/… relative à l’accès à la justice. L’accent sera mis sur les principaux obstacles à l’accès à la justice au sens de l’article 9, une attention spéciale étant accordée aux aspects suivants :a) Accès à la justice dans les affaires concernant les demandes d’information (art. 9, par. 1) ; b) Actes ou omissions allant à l’encontre des exigences en matière de permis ou de la législation relative à l’environnement (art. 9, par. 2 et 3) ;c) Obstacles d’ordre financier à l’accès à la justice (élaboration de lignes directrices sur l’accès à l’aide juridictionnelle dans les affaires relatives à l’environnement et sur la mise en place de dispositifs d’aide financière, par exemple) ;d) Autres sujets qui pourraient être proposés par l’Équipe spéciale à sa neuvième réunion en juin 2016.L’Équipe spéciale continuera de promouvoir les dialogues multipartites, les initiatives relatives à la justice en ligne, la diffusion de l’information sur l’accès aux procédures d’examen et la jurisprudence correspondante ainsi que la collecte des statistiques pertinentes. | Équipe spéciale de l’accès à la justiceSession thématique lors des réunions du Groupe de travail des PartiesSecrétariat, qui fera appel si nécessaire à des services d’experts | Réunions de l’Équipe spéciale, si possible immédiatement avant ou après d’autres activités pertinentes de renforcement des capacités, à organiser en liaison avec les organisations partenaires actives dans le domaine de l’accès à la justice, et le cas échéant par la définition d’approches s’appuyant sur des partenariats par secteur.Renforcement de la coopération avec les réseaux existants de juges et autres spécialistes du droit, ainsi qu’avec d’autres instances internationales, afin d’échanger des informations et d’appuyer le renforcement des capacités.Élaboration de lignes directrices, de documents d’analyse et de supports pédagogiques.Projets pilotes et activités de renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et national, qui seront en principe financés par les partenaires. |  |
|  | En outre, l’Équipe spéciale continuera de faciliter la coopération et la mise en réseau des membres de la magistrature, des institutions judiciaires et des autres organes d’examen des pays des différentes sous-régions (Europe de l’Ouest, Europe orientale et Europe du Sud-Est, Caucase et Asie centrale, par exemple).  |  |  |  |
| IV.Organismes génétiquement modifiés (OGM) | Appuyer la mise en œuvre de la décision II/1 (amendement relatif aux OGM) et des dispositions pertinentes de la Convention dans ce domaine, ainsi que l’application des Principes directeurs relatifs à l’accès à l’information, la participation du public et l’accès à la justice en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés (MP.PP/2003/3), notamment en favorisant l’échange d’informations sur les difficultés communes et les principaux obstacles à leur application, ainsi que sur les bonnes pratiques permettant d’y remédier. | Secrétariat, en étroite coopération avec d’autres parties prenantesSession thématique lors des réunions du Groupe de travail des Parties | Atelier(s) ; enquête(s) ; appui consultatif accordé aux organes pertinents créés en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, et coopération avec ces organes ; appui consultatif aux pays qui en font la demande ; recours au Mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus et à la base de données d’Aarhus sur les bonnes pratiques pour faciliter l’échange d’informations en la matière. |  |
| **Procédures et mécanismes**  |  |  |  |
| V.Mécanisme d’examen du respect des dispositions | Surveiller et faciliter l’application et le respect de la Convention.Renforcer l’appui fourni à certaines Parties pour le suivi des décisions relatives au respect des dispositions. | Comité d’examen du respect des dispositions Secrétariat | Le Comité d’examen du respect des dispositions examine les demandes soumises, les questions renvoyées et les communications présentées au sujet des cas de non-respect éventuel, élabore des décisions et des rapports, et mène des missions d’enquête.Le Comité étudie les synergies possibles avec d’autres instances concernées.Le secrétariat fait connaître le mécanisme, gère la page Web du Comité et élabore une base de données sur les conclusions du Comité. |  |
| VI.Activités de renforcement des capacités | Coordination des activités de renforcement des capacités pour aider les pays à donner pleinement effet à la Convention ; application des mesures de renforcement des capacités aux niveaux régional et sous-régional. | Secrétariat, en coopération étroite avec d’autres parties prenantes | Réunions de coordination interinstitutions ; tenue à jour des pages Web de la Convention avec des informations sur les activités de renforcement des activités ; recours au Mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus et à la base de données d’Aarhus sur les bonnes pratiques pour faciliter l’échange d’informations en la matière ; ateliers de formation et assistance technique, faisant l’objet, dans la plupart des cas, d’un financement séparé au titre des autres travaux de fond ; activités de renforcement des capacités aux niveaux national et sous-régional, en principe financées par les partenaires. |  |
| VII.Mécanisme d’établissement de rapports | Établissement de rapports nationaux d’exécution et d’un rapport de synthèse. | Secrétariat, qui fera appel à des experts et à du personnel d’appui administratif si nécessaireComité d’examen du respect des dispositions | Élaboration et traitement des rapports nationaux d’exécution.Analyse des rapports et établissement d’un rapport de synthèse. |  |
| **Sensibilisation et promotion** |  |  |  |
| VIII.Sensibilisation et promotion de la Convention, y compris par les moyens suivants :VIII.1. Stratégie de communicationVIII.2. Promotion des principes de la Convention dans les instances internationalesVIII.3. Appui à des États en dehors de la CEE qui souhaitent adhérer à la ConventionVIII.4. Appui aux initiatives régionales et mondiales se rapportant au principe 10 de la Déclaration de Rio | Les activités seront centrées sur les aspects suivants :a) Faire connaître la Convention au public dans l’ensemble de la région de la CEE et au-delà ;b) Accroître le nombre de Parties à la Convention ; c) Appuyer les initiatives régionales et mondiales se rapportant au principe 10 de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement.Ces activités devraient faire l’objet d’une synergie avec les activités pertinentes du programme de travail du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (Protocole sur les RRTP).Les activités relevant du domaine VIII.2 seront exécutées conformément à la décision VI/… relative à la promotion des principes de la Convention dans les instances internationales. | SecrétariatBureau de la Réunion des PartiesGroupe de travail des Parties | Participation à des manifestations et processus régionaux et internationaux de première importance ; recours à des modalités de coopération bilatérale, régionale et internationale pour susciter de l’intérêt pour la Convention (politique européenne de voisinage, par exemple) ; contribution à des processus internationaux étroitement liés à la Convention, notamment les procédures spéciales du Conseil des droits de l’homme de l’ONU (selon le mandat), le Programme des Nations Unies pour l’environnement, les institutions financières internationales et autres instances internationales concernées. Assistance spécialisée apportée aux initiatives régionales et mondiales se rapportant au principe 10 de la Déclaration de Rio ; appui à des manifestations organisées par d’autres entités ; missions dans les pays et assistance aux pays organisées à la demande des gouvernements des pays d’accueil, en privilégiant les États qui ont officiellement indiqué qu’ils souhaitaient devenir Parties à la Convention.Mise en œuvre de la stratégie de communication ; gestion du site Web ; réalisation de brochures, de publications, de bulletins d’information, d’articles et d’autres documents d’information. |  |
| IX.Promotion des Lignes directrices d’Almaty et d’autres formes d’interaction avec les organismes et processus internationaux concernés | Les activités seront exécutées conformément à la décision VI/… relative à la promotion des principes de la Convention dans les instances internationales. Elles viseront à encourager l’application des principes de la Convention dans toutes les activités menées au titre de celle-ci, selon qu’il convient, et dans le cadre des travaux des organismes et processus internationaux concernés, par le biais notamment de la promotion des Lignes directrices d’Almaty sur les moyens de promouvoir les principes de la Convention dans les instances internationales et des recommandations sur l’utilisation plus efficace des outils d’information électroniques afin de donner au public accès aux informations dans le domaine de l’environnement et du suivi de leur mise en œuvre. | SecrétariatBureau de la Réunion des Parties Groupe de travail des Parties  | Séances thématiques, selon que de besoin, lors de réunions du Groupe de travail des Parties afin de superviser les progrès accomplis en matière de promotion de l’application des principes de la Convention dans les instances internationales et de surmonter les difficultés rencontrées dans l’application du paragraphe 7 de l’article 3 de la Convention.Enquêtes concernant l’expérience acquise dans l’application du paragraphe 7 de l’article 3 de la Convention et des Lignes directrices d’Almaty ; réseaux en ligne ; octroi d’une assistance spécialisée aux instances internationales concernées et aux Parties sur demande et développement d’un recueil de bonnes pratiques en matière d’établissement de procédures efficaces pour la participation du public aux instances internationales ; activités conjointes avec d’autres conventions et processus multilatéraux ; mesures concrètes prises par les Parties aux niveaux national et international afin de promouvoir les principes de la Convention dans les instances internationales, ainsi que les Lignes directrices d’Almaty. |  |
| **Coordination, soutien horizontal et Réunion des Parties**  |  |  |  |
| X.Coordination et supervision des activités pendant l’intersession | Coordination et supervision des activités menées au titre de la Convention. Élaboration des documents de fond en vue de la septième session de la Réunion des Parties (par exemple, mise au point de décisions, y compris le futur programme de travail ; examen de la mise en œuvre du programme de travail actuel et du plan stratégique). | Groupe de travail des PartiesBureau de la Réunion des Parties | Réunions du Groupe de travail, réunions du Bureau et consultations par voie électronique entre les membres du Bureau. |  |
| XI.Septième session ordinaire de la Réunion des Parties  | Voir l’article 10 de la Convention. | Réunion des Parties | Session de la Réunion des Parties. |  |
| XII.Soutien horizontal  | Soutien global couvrant plusieurs domaines d’activité du programme de travail. | Secrétariat | Appui du secrétariat, formation de personnel, matériel. |  |
| **Total (y compris les coûts liés à l’ensemble des domaines d’activité et 13 % de dépenses d’appui au programme)** |  |

*a* Les prévisions de dépenses seront incluses ultérieurement, compte tenu des coûts estimatifs figurant à l’annexe III.

*b* Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.15.II.E.7. Disponible en ligne à l’adresse<http://www.unece.org/env/pp/publications/maastricht_recommendations>.

*c* Les coûts apparaissent sous le domaine d’activité X.

Annexe II

 Exemple de répartition possible des différentes réunions au titre de la Convention
pour la période 2018-2021

| *Réunion* | *2018* | *2019* | *2020* | *2021* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Équipe spéciale de l’accès à l’information (AI) | — | x | x | — |
| Équipe spéciale de la participation du public au processus décisionnel (PP) | X | — | x | — |
| Équipe spéciale de l’accès à la justice (AJ) | X | x | — | — |
| Table ronde sur les OGM (OGM) | — | x | — | — |
| Séances thématiques du Groupe de travail des Parties  | AI | PP | AJ | OGM |
| Réunion des Parties  | — | — | — | X |

*Note*: Les préparatifs de fond des sessions thématiques du Groupe de travail des Parties sont fondés sur les résultats des travaux d’une équipe spéciale dédiée et des autres activités menées dans les domaines pertinents.

Annexe III

 Coûts estimatifs des activités prévues dans les domaines d’activité du programme
de travail pour 2018-2021

|  |  | *Coût estimatif moyen en dollars des États-Unis par ana* |
| --- | --- | --- |
|  |  | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2018-2021 moyenne annuelle |
| *Domaine d’activité* | *Description de la dépense* | Coûts opérationnels | Autres coûts | Coûts opérationnels | Autrescoûts | Coûts opérationnels | Autres coûts | Coûts opérationnels | Autres coûts | Coûts opérationnels | Autres coûts |
| I. Accès à l’information*b* | Administrateurs : 2 fonctionnaires P-3, l’un à 30 % et l’autre à 20 % d’EPT | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000*c* | — |
| Contrats de consultants (par exemple, maintenance et mise à jour du Mécanisme d’échange d’informations d’Aarhus et de la base de données d’Aarhus sur les bonnes pratiques) | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit (2 réunions) | — | — | 40 800 | — | 40 800 | — | — | — | 20 400 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission*d* | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 |
| **Total partiel I** | **68 500** | **6 500** | **109 300** | **6 500** | **109 300** | **6 500** | **68 500** | **6 500** | **88 900** | **6 500** |
| II. Participation du public | Administrateur : 1 fonctionnaire P-3 à 30 % d’EPT | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — |
| Contrats de consultants (élaboration de la documentation requise, par exemple) | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit (2 réunions) | 40 800 | — | — | — | 40 800 | — | — | — | 20 400 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission*d* | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 |
| **Total partiel II** | **103 300** | **8 500** | **62 500** | **8 500** | **103 300** | **8 500** | **62 500** | **8 500** | **82 900** | **8 500** |
| III.Accès à la justice | Administrateur : 1 fonctionnaire P-3 à 35 % d’EPT | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000 | — | 63 000 | — |
| Contrats de consultants (élaboration de la documentation requise, par exemple) | 10 000 | 7 000 | 10 000 | 7 000 | 10 000 | 7 000 | 10 000 | 7 000 | 10 000 | 7 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit (2 réunions) | 40 800 | — | 40 800 | — | — | — | — | — | 20 400 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission*d* | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 | 3 500 |
| **Total partiel III** | **117 300** | **10 500** | **117 300** | **10 500** | **76 500** | **10 500** | **76 500** | **10 500** | **96 900** | **10 500** |
| IV.OGM | Administrateur : 1 fonctionnaire P-3 à 5 % d’EPT | 9 000 | — | 9 000 | — | 9 000 | — | 9 000 | — | 9 000 | — |
| Contrats de consultants (élaboration de la documentation requise, par exemple) | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit (atelier, table ronde, par exemple) | — | — | 40 000 | — |  | — | — | — | 10 000 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission*d* | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — |
| **Total partiel IV** | **14 500** | **2 000** | **54 500** | **2 000** | **14 500** | **2 000** | **14 500** | **2 000** | **24 500** | **2 000** |
| V. Mécanisme d’examen du respect des dispositions | Administrateurs : 2 fonctionnaires P-3, l’un à 80 % et l’autre à 40 % d’EPT | 216 000 | — | 216 000 | — | 216 000 | — | 216 000 | — | 216 000 | — |
| Contrats de consultants (traduction extérieure, élaboration de la documentation requise, par exemple) | 25 000 | — | 25 000 | — | 25 000 | — | 25 000 | — | 25 000 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des membres du Comité et d’autres participants (4 réunions du Comité d’examen du respect des dispositions par an) | 91 800 | — | 91 800 | — | 91 800 | — | 91 800 | — | 91 800 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission)*e* | 9 800 | — | 9 800 | — | 9 800 | — | 9 800 | — | 9 800 | — |
| **Total partiel V** | **342 600** | — | **342 600** | — | **342 600** | — | **342 600** | — | **342 600** | — |
| VI. Renforcement des capacités | Administrateur : 1 fonctionnaire P-3 à 15 % d’EPT | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — |
| Contrats de consultants (activités de renforcement des capacités, matériels, études, par exemple) | 2 000 | 5 000 | 2 000 | 5 000 | 2 000 | 5 000 | 2 000 | 5 000 | 2 000 | 5 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des experts qui y ont droit (réunion annuelle des partenaires en matière de renforcement des capacités, activités de renforcement des capacités, etc.) | 3 000 | 3 800 | 3 000 | 3 800 | 3 000 | 3 800 | 3 000 | 3 800 | 3 000 | 3 800 |
| Frais de voyage, indemnités journalièresde subsistance du personnel en mission | 3 000 | 8 200 | 3 000 | 8 200 | 3 000 | 8 200 | 3 000 | 8 200 | 3 000 | 8 200 |
| **Total partiel VI** | **35 000** | **17 000** | **35 000** | **17 000** | **35 000** | **17 000** | **35 000** | **17 000** | **35 000** | **17 000** |
| VII. Mécanisme d’établissement de rapports | Contrats de consultants (traitement des rapports nationaux, établissement du rapport de synthèse, traduction) | — | — | — | — | 10 000 | — | 20 000 | — | 7 500 | — |
| **Total partiel VII** | — | — | — | — | **10 000** | — | **20 000** | — | **7 500** | — |
| VIII. Sensibilisation et promotion de la Convention*g* | Administrateurs : 3 fonctionnaires P-3 à 5 % d’EPT  | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — | 27 000 | — |
| Contrats de consultants (publications, supports de promotion) | 5 000 | 9 000 | 5 000 | 9 000 | 5 000 | 9 000 | 5 000 | 9 000 | 5 000 | 9 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants à des manifestations et à des missions dans les pays en vue de promouvoir la Convention et ses principes ; appui à des États non membres de la CEE qui souhaitent adhérer à la Convention ; appui aux initiatives régionales et mondiales se rapportant au principe 10 de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement | 5 000 | 18 000 | 5 000 | 18 000 | 5 000 | 18 000 | 5 000 | 18 000 | 5 000 | 18 000 |
|  | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants aux manifestations pertinentes lorsqu’aucun autre financement n’est disponible | 10 000 | 7 500 | 10 000 | 7 500 | 10 000 | 7 500 | 10 000 | 7 500 | 10 000 | 7 500 |
| **Total partiel VIII**  | **47 000** | **34 500** | **47 000** | **34 500** | **47 000** | **34 500** | **47 000** | **34 500** | **47 000** | **34 500** |
| IX. Promotion des Lignes directrices d’Almaty et d’autres formes d’interaction avec les organismes et processus internationaux | Administrateurs : 3 fonctionnaires P-3 : 1 à 15 %, 1 à 10 % et 1 à 5 % d’EPT | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — | 54 000 | — |
| Contrats de consultants (études d’experts) | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 | 2 000 | 3 000 |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des experts en mission | 3 400 | — | 3 400 | — | 3 400 | — | 3 400 | — | 3 400 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — |
| **Total partiel IX**  | **62 900** | **3 000** | **62 900** | **3 000** | **62 900** | **3 000** | **62 900** | **3 000** | **62 900** | **3 000** |
| X.Coordination et supervision des activités intersessions, dont la septième session ordinairede la Réuniondes Parties | Administrateurs*h* : 3 fonctionnaires P-3 :1 à 10 % et 2 à 5 % d’EPT | 36 000 | — | 36 000 | — | 36 000 | — | 36 000 | — | 36 000 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit (réunions du Groupe de travail des Parties, Bureau, septième session de la Réunion des Parties) | 47 600 | — | 47 600 | — | 47 600 | — | 102 000 | — | 61 200 | — |
| Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance du personnel en mission | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — | 3 500 | — |
| **Total partiel X** | **87 100** | — | **87 100** | — | **87 100** | — | **141 500** | — | **100 700** | — |
| XI.Septième session ordinaire de la Réunion des Parties  | Administrateur : 1 fonctionnaire P-2 pendant 6 mois | — | — | — | — | — | — | 60 000 | — | 15 000*i* | — |
| **Total partiel XI** | — | — | — | — | — | — | **60 000** | — | **15 000** | — |
| XII. Soutien horizontal | Services de secrétariat : 1 fonctionnaire G-4 à 100 %*j* | 96 000 | — | 96 000 | — | 96 000 | — | 96 000 | — | 96 000 | — |
| Dépenses d’appui technique*k* (ordinateurs, matériel, services externes d’impression, par exemple) | 6 000 | — | 6 000 | — | 6 000 | — | 6 000 | — | 6 000 | — |
| Formation du personnel*l* (perfectionnement des compétences) | 4 000 | — | 4 000 | — | 4 000 | — | 4 000 | — | 4 000 | — |
| **Total partiel XII** | **106 000** | — | **106 000** | — | **106 000** | — | **106 000** | — | **106 000** | — |
| **Total**  | **984 200** | **82 000** | **1 024 200** | **82 000** | **994 200** | **82 000** | **1 037 000** | **82 000** | **1 009 900** | **82 000** |
| Dépenses d’appui au programme (13 %) |  | 127 946 | 10 660 | 133 146 | 10 660 | 129 246 | 10 660 | 134 810 | 10 660 | 131 287 | 10 660 |
| **Total général** | **1 112 146** | **92 660** | **1 157 346** | **92 660** | **1 123 446** | **92 660** | **1 171 810** | **92 660** | **1 141 187** | **92 660** |

*a* Les coûts estimatifs donnés dans ce tableau correspondent uniquement aux dépenses qui devraient être couvertes par des contributions volontaires faites conformément aux dispositions financières de la Convention, qui peuvent prendre la forme de versements au fonds d’affectation spéciale ou de contributions en nature. Ils ne comprennent pas les dépenses qui seront en principe financées par le budget ordinaire de l’ONU ou par d’autres sources. Les chiffres sont arrondis. Ils sont susceptibles de changer en fonction des règles administratives de l’ONU.

*b* Y compris la responsabilité des outils d’information électroniques au titre de la Convention et du Protocole. Les experts associés aux travaux des équipes spéciales sur l’accès à l’information, la participation du public au processus décisionnel et l’accès à la justice seront invités à apporter une contribution de fond, en commentant des documents et en participant à des séances de formation, ateliers, projets pilotes, etc. Les réunions de l’Équipe spéciale seront l’occasion de débattre des principaux résultats de ces activités et d’identifier les bonnes pratiques et les obstacles à l’application.

*c* Les prévisions de dépenses liées aux postes d’administrateur sont obtenues en multipliant le temps de travail du personnel dans chaque domaine d’activité par la somme des coûts salariaux annuels prévus à la classe indiquée. Ces dépenses sont considérées comme des dépenses de fonctionnement étant donné qu’elles sont essentielles à la mise en œuvre efficace et équilibrée de tous les domaines d’activité. En outre, les fonds nécessaires aux contrats du personnel doivent être garantis au moins une année à l’avance.

*d* Les coûts opérationnels des missions du personnel correspondent aux frais de voyage des membres du secrétariat en vue d’assurer, par exemple, le service des réunions des équipes spéciales qui ne se tiennent pas à Genève et des ateliers/manifestations liés à ce domaine d’activité.

*e* Il peut être demandé au secrétariat de mener des missions officielles liées aux travaux du mécanisme de respect des dispositions. De tels coûts sont donc considérés comme étant de nature opérationnelle.

*f* Entrent dans cette catégorie des activités qui contribuent à renforcer les capacités dans des domaines se rapportant à la Convention dans son ensemble.

Les activités de renforcement des capacités relatives à un domaine spécifique visé par la Convention (outils d’information électroniques, accès à la justice, par exemple) relèvent de ce domaine. Afin d’améliorer l’efficacité du renforcement des capacités et les synergies, le secrétariat mène ces activités en collaboration avec les principaux acteurs compétents dans la région. En outre, le secrétariat assure le service d’un mécanisme de coordination du renforcement des capacités à l’échelle régionale visant à garantir que les projets mis en œuvre par des organisations partenaires correspondent aux prescriptions des décisions de la Réunion des Parties. La plupart des frais de voyage et des coûts des services de consultants sont normalement couverts par d’autres sources, à savoir des organisations partenaires ou des contributions spécifiques de donateurs. Ces synergies permettent également de réduire considérablement la charge financière, les Parties à la Convention devant y contribuer dans une mesure modique au regard de l’impact final des activités.

*g* La sensibilisation implique des activités de promotion dans la région et au-delà. Ce travail sert d’« ambassadeur » aux Parties. Le secrétariat et les experts d’Aarhus sont régulièrement invités dans le cadre de réunions et de processus internationaux dans le monde entier pour partager leurs expériences et leurs compétences. Dans la mesure du possible, la promotion de la Convention s’effectue au moyen d’outils électroniques. Le secrétariat met tout en œuvre pour que les incidences financières de telles activités soient aussi minimes que possible. En outre, conformément à la pratique antérieure, certaines publications devraient être financées au moyen du budget ordinaire de l’ONU.

*h* Y compris la fourniture de conseils juridiques et des tâches de caractère général.

*i* Ces coûts sont indiqués sous le domaine d’activité X.

*j* À compter du 1er février 2016, le financement d’un poste d’agent d’administration n’est plus assuré par le prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d’appui au programme sur les fonds d’affectation spéciale de la Division de l’environnement de la CEE. Ce poste est indispensable pour apporter l’appui administratif nécessaire aux activités menées au titre de la Convention d’Aarhus et de son Protocole, notamment les dispositions administratives à prendre pour les réunions des organes directeurs et des organes subsidiaires des deux traités.

*k* En principe, l’ONU fournit aussi du matériel technique au personnel rémunéré par des fonds extrabudgétaires. Cependant, si cette pratique était abandonnée, les dépenses correspondantes devraient être incluses dans les coûts opérationnels du programme de travail.

*l* Tous les fonctionnaires de l’ONU doivent développer leurs compétences et participer à des activités de formation. La formation continue et l’acquisition de nouvelles compétences sont essentielles afin que le personnel maintienne un haut niveau de professionnalisme et s’adapte à de nouvelles exigences en matière de compétences. Par conséquent, la formation du personnel est considérée comme relevant des coûts opérationnels.

1. Disponible à l’adresse http://www.unece.org/env/pp/aarhus/mop5\_docs.html#/. [↑](#footnote-ref-2)
2. Disponible à l’adresse http://www.unece.org/env/pp/aarhus/mop5\_docs.html#/. [↑](#footnote-ref-3)
3. Disponible à l’adresse http://www.unece.org/prtrmopp2\_ docs.html#/. [↑](#footnote-ref-4)
4. Disponible à l’adresse <http://www.unece.org/env/pp/aarhus/wgp19#/.> [↑](#footnote-ref-5)
5. Voir ECE/MP.PP/2/Add.15, décision I/14, par. 1 et 2 b), disponible à l’adresse <http://www.unece.org/env/pp/mop1docum.statements.html#/>. [↑](#footnote-ref-6)